

Le Canada, qui présidait le groupe des pays industrialisés à la C.C.E.I., a joué un rôle important aux huit sessions mensuelles de la Commission de l'énergie où se sont tenues des discussions utiles entre principaux exportateurs de pétrole et pays industrialisés et en voie de développement. On y a surtout discuté des approvisionnements en pétrole, de l'établissement des prix de ce produit et de la base d'une coopération entre exportateurs et importateurs. On a recensé les problèmes et les intérêts communs ainsi que les secteurs où s'impose une coopération plus étroite. La C.C.E.I. devait se réunir pour la dernière fois au début de 1977 afin d'évaluer les progrès réalisés et de décider des mesures à prendre concernant l'énergie et d'autres questions importantes discutées pendant la Conférence, tels le développement, les affaires financières et les matières premières.

Nos importations de pétrole, de charbon et d'électricité et nos exportations de pétrole, de gaz, de charbon, d'énergie hydroélectrique et d'uranium se sont à peu près compensées en 1976. Lorsque le nouveau *pipe-line* reliant Sarnia et Montréal a été en mesure d'alimenter les raffineries de Montréal, le Canada, conformément à sa politique d'exportation du pétrole brut, a commencé à réduire graduellement ses livraisons aux États-Unis. Les problèmes d'approvisionnement que cette mesure a créés pour certaines raffineries américaines très dépendantes du pétrole canadien ont été l'objet de plusieurs rencontres pendant l'année entre les représentants des deux gouvernements, qui se sont penchés tout particulièrement sur la question des « échanges réciproques de pétrole » actuels et éventuels. Les gouvernements cherchaient des solutions à long terme aux problèmes des raffineries américaines. Parmi celles envisagées, mentionnons plusieurs projets de *pipe-lines* qui font actuellement l'objet d'une étude de la part des sociétés intéressées. Des échanges fructueux se sont également tenus sur l'application par le gouvernement canadien des recommandations de l'Office national de l'énergie concernant la hausse du prix du gaz naturel exporté aux États-Unis.

Un certain nombre de décisions importantes seront probablement prises au Canada et aux États-Unis en 1977 au sujet du transport du gaz du Nord vers les marchés du Sud. Dans leur désir commun de retenir toutes les options qui s'offrent pour le transport du gaz du Nord en attendant l'adoption de règlements et de politiques au Canada et aux États-Unis, les représentants des deux gouvernements sont restés en étroite liaison et ont échangé des renseignements sur l'évolution de la situation dans leurs pays respectifs. Ils ont également poursuivi l'étude de l'Accord *ad referendum* concernant les *pipe-lines* de transit, lequel, parafé par les négociateurs en chef, en janvier 1976, prévoit des mesures contre l'ingérence et la discrimination ainsi qu'un traitement tarifaire préférentiel pour les *pipe-lines* acheminant des hydrocarbures qui, destinés à l'une des parties, transitent sur le territoire de l'autre. L'accord proposé devra être signé et ratifié par les deux gouvernements avant son entrée en vigueur, ce qui devrait se faire sous peu.

Parmi nos autres contacts internationaux importants en matière d'énergie, mentionnons la visite, en juin, de Valentin Hernandez, ministre des Mines et des Hydrocarbures du Venezuela et, en octobre, celle du général Alfonso Ravard, président de la Société pétrolière nationale du Venezuela. Des représentants de Petro-Canada, société établie en janvier 1976, se sont à leur tour rendus au Venezuela pour explorer les possibilités de mise au point de techniques d'exploitation des sables bitumineux des deux pays.

Coopération nucléaire

L'intérêt porté à l'énergie nucléaire comme source génératrice d'électricité a continué de croître en 1976, entraînant une forte demande internationale d'uranium. Tout en élargissant leurs programmes nationaux de production nucléaire, les différents pays ont poursuivi un but d'intérêt vital, à savoir le contrôle des dangers de la prolifération des armements nucléaires.

Le Canada a relevé des défis posés par le double objectif de l'application de l'énergie